



Manifestation virtuelle



Bonjour,

La CGT a lancé un appel pour une journée d'action le 3 novembre avec manifestation pour revendiquer un projet de développement des services publics de la transition énergétique et refuser le démantèlement des groupes EDF, Engie, Suez.

Le confinement empêchant la tenue des manifestations physiques,

La CGT vous propose de participer à une manifestation virtuelle

Pour manifester votre position et votre opposition au projet de démantèlement du groupe ENGIE, envoyez dès le 3 novembre matin la carte ci-dessous aux adresses suivantes :

Jean-pierre.clamadieu@engie.com

claire.waysand@engie.com

sp.mineco@cabinets.finances.gouv.fr

coordinationcgt.engie@gmail.com

Pour que la manifestation virtuelle soit visible et massive, envoyez ce message dans la journée du 3 novembre de préférence. Si ça n'est pas possible, vous pouvez le faire plus tard.

Pratiquement : faites "transférer", copiez et collez les adresses ci-dessus en destinataires et effacez la partie haute du message pour ne laisser que la carte ci-dessous, envoyez.

Carte de manifestation virtuelle

Madame, Monsieur,

Je m'adresse à vous pour manifester mon opposition au démantèlement en cours des grands groupes de la transition écologique : Engie, EDF, Suez ... Ce démantèlement est l'aboutissement d'une vision libérale et purement financière. Cette vision a conduit à une situation catastrophique dans le secteur de la santé comme on peut le voir tous les jours et aura les mêmes conséquences pour les services publics de la transition écologique.

Je considère que les enjeux de la transition écologique exigent au contraire d'autres orientations :

- Maintenir les groupes EDF et Engie intégrés, y compris le maintien de Suez dans Engie, pour faire travailler ensemble toutes les activités liées à la transition énergétique que ce soit via COFELY, AXIMA, INEO, ENDEL, CPCU, GRTGAZ, STORENGY ...
- Maintenir voire remonter la part de l'Etat dans le capital de ces entités pour en assurer le contrôle public
- Gérer sur des critères de long terme en visant des enjeux sociaux, sociétaux et écologiques et refuser la logique financière de court terme actuelle
- Arrêter le versement de dividendes pour disposer du maximum de ressources financières

- Relancer l'investissement, l'emploi et la formation dans de nouveaux projets industriels pour accélérer la transition énergétique en France
- Lancer la négociation urgente de nouveaux contrats de service public avec débat public autour des objectifs à atteindre et des moyens à mettre en œuvre.
- Engager une véritable politique de transitions énergétique ou l'énergie, l'eau, la gestion des déchets seront considérés comme un bien commun inaliénable pour les usagers et pour les générations futures.